

DEMANDE DE PROTECTION FONCTIONNELLE

ATTEINTE AUX BIENS

Je vous serais reconnaissant(e) de bien vouloir m'accorder la protection juridique de l'État, telle que visée aux dispositions de l'article L134-5 du code de la Fonction Publique qui prévoit expressément que « La collectivité publique est tenue de protéger l'agent public contre les atteintes volontaires à l'intégrité de sa personne, les atteintes aux biens, les violences, les agissements constitutifs de harcèlement, les menaces, les injures, les diffamations ou les outrages dont il pourrait être victime sans qu'une faute personnelle puisse lui être imputée. Elle est tenue de réparer; le cas échéant, le préjudice qui en est résulté. »

<u>Nom</u> :
<u>Prénom</u> :
Adresse:
<u>Coordonnées</u> (tél/mail) :
Fonction / Corps / Grade :
<u>Lieu d'exercice</u> :
Au titus de . Attainte aux bians : 🗆 Dé aradations vébiauls
<u>Au titre de</u> : Atteinte aux biens : ☐ Dégradations véhicule ☐ Autres
Description détaillée des faits comportant un avis sur le lien de causalité entre les
dommages subis et les fonctions exercées :
dommages subis et les fonctions exercées :
dommages subis et les fonctions exercées :
dommages subis et les fonctions exercées :
dommages subis et les fonctions exercées :
dommages subis et les fonctions exercées :
dommages subis et les fonctions exercées :
dommages subis et les fonctions exercées :
dommages subis et les fonctions exercées :
dommages subis et les fonctions exercées :
dommages subis et les fonctions exercées :

Une plainte ou une main courante a-t-elle été déposée ?	
Si oui, produire la copie	
Je soussigné(e), l'exercice de mes fonctions suite aux faits décrits	, estime avoir subi un préjudice en relation avec précédemment.
· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·	ction fonctionnelle telle que visée aux dispositions que afin que soient prises les mesures appropriées i.
Date :	Signature de l'agent :
Date :	Signature du supérieur hiérarchique :

Ce formulaire est à retourner complété, daté et signé, accompagné des pièces, par courrier ou par mail à l'adresse suivante :

Rectorat de Nancy-Metz Division des affaires juridiques 9 rue des Brice, Rond-point Marguerite, CS 30013 54035 NANCY CEDEX

Mail: ce.protection-fonctionnelle@ac-nancy-metz.fr